



COMMUNIQUE DE PRESSE

UNSEN - CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515
MONTREUIL cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Dante BASSINO - 06 19 86 80 88

Rentrée 2012 à Paris : Le changement, c'est maintenant ! En pire ?

Au moins quatre lycées technologiques parisiens ont appris mercredi que plusieurs de leurs classes étaient supprimées.

C'est habituellement courant février que l'on apprend les ouvertures et fermetures de classes. Cela permet aux collègues qui perdent leur poste de participer aux opérations de mutations d'avril à début juin pour en obtenir un nouveau.

Cette année, des enseignants vont devoir travailler sur plusieurs établissements, ou assurer des cours d'une matière qui n'est pas la leur, ou être nommés en surnombre dans certains établissements ; des élèves vont devoir s'entasser dans des classes surchargées ; des établissements équipés de matériels chèrement financés par la région seront sous-utilisés.

La CGT Educ'action dénonce à la fois le fond et la forme des décisions prises la semaine dernière :

L'académie de Paris a fait le choix du déploiement du bac technologique STI2D dans des établissements généraux pour des questions d'image. Par cette politique, le rectorat favorise les établissements « de centre-ville » mal équipés et peu adaptés à ces enseignements au détriment des établissements « historiques » dont les équipements de pointe et la pratique des enseignements technologiques sont des atouts majeurs pour la formation et la réussite des élèves. La répartition des effectifs ne tient pas compte des équipements pédagogiques des lycées technologiques, puisque le rectorat a fait le choix de remplir les classes des lycées dits « prestigieux ». Ce qui est particulièrement incohérent, c'est que cela ne fera aucune économie. En effet, les postes supprimés se traduiront par des enseignants en surnombre, et les matériels neufs achetés durant l'année scolaire 2011-2012 risquent d'être sous-utilisés.

La soudaineté de cette mesure est traumatisante, à la fois pour ceux qui perdent des heures, voire leur poste, mais également pour les autres enseignants qui se demandent si d'ici la rentrée ou l'année prochaine à la même époque ils ne subiront pas le même sort.

La CGT Educ'action demande au rectorat de Paris de rétablir immédiatement les postes et les classes supprimés, et de répartir les élèves dans les différents établissements qui proposent ces options en fonction de leur lieu d'habitation.

Montreuil, le 25 juin 2012